



Economie Conjoncture

**Pourquoi le Français est-il à ce point déprimé ?
D'où vient sa crainte de la mondialisation ?**

Pascal Lamy, ex-directeur général de l'OMC, décrypte pour "La Libre" les racines de ce mal français.

Et se penche aussi sur le virage socio-économique de François Hollande.

“L’avenir de l’économie française n’est pas dans la production de T-shirts”

Entretien **Vincent Slits**

Pascal Lamy, ex-directeur de l’Organisation mondiale du commerce (OMC), vient de sortir “Quand la France s’éveillera”. Nous l’avons rencontré.

Pourquoi la France et les Français sont-ils aujourd’hui à ce point déprimés ?

C'est une question que je me suis posée comme je le raconte dans ce livre à la suite d'une audition à l'Assemblée nationale en avril 2013 qui m'a laissé perplexe et, à vrai dire, abattu. Je crois que l'origine de ce malaise vient du fait que les Français craignent le monde qu'ils voient comme une menace pour leurs valeurs et leur qualité de vie. Même s'ils ont une certaine ambition pour le monde. Mais ce monde ne va pas comme ils souhaiteraient qu'il aille et du coup ils ont plutôt tendance à s'en détourner, à s'en protéger et à l'accuser d'être à l'origine des difficultés que connaît la France depuis une quinzaine d'années. La performance économique et sociale française par rapport aux pays européens voisins ou à d'autres pays dans le monde s'est sensiblement déteriorée. Les Français sont préoccupés. Et mon sentiment est qu'aussi longtemps qu'il y aura ce consensus en France d'un monde perçu comme un facteur de risque plutôt que comme une chance, le système politique et social français demeurera bloqué, ténuisé par cette crainte. Les Français n'aiment pas cette mondialisation: ils en surestiment les risques et en sous-estiment les opportunités. Alors qu'ils devraient "rentrer" dans ce monde. Pour peser sur le cours de la mondialisation dans le sens des valeurs qui sont des valeurs

françaises et qui se trouvent aussi être des valeurs européennes.

D'où vient cette crainte ?

Je pense que cela vient de loin. Cela fait partie d'une histoire, d'une culture terrienne, hexagonale, administrative, guerrière et non commerciale. Dans le débat politique français, on a traditionnellement apporté beaucoup d'attention à la répartition, au partage et beaucoup moins à la création de richesses. Et si on compare l'histoire politique française à celle de ses voisins, il y a en France l'idée que c'est la politique qui dirige l'économie et non l'inverse. Il y a des tas de raisons à cela. Ce qu'il faudrait faire, c'est accepter un autre regard sur ces enjeux. Si

l'on souhaite le changer, il faut accepter de rentrer dans le monde tel qu'il est. Dans le cas de la France, cela passe par davantage de pédagogie de la part des milieux économiques qui sont restés trop en retrait dans le débat public sur ces questions. Cela passe aussi par un discours politique différent de celui qui a dominé au cours des quinze dernières années et qui consistait à dire "ce monde

n'est pas bon, protégeons-nous des méfaits de ce monde". Le système politique et institutionnel français reste celui d'une monarchie élective, de la notion d'un grand chef qui, en cas de danger, rappelle ses ouailles et ferme le pont-levis. Tout ce qui subsiste de cette mentalité "la protection d'abord" doit changer. Dans le contexte de la mondialisation, les protections classiques à l'échange comme les droits de douane ont largement perdu de leur pertinence, de leur sens.

Un ministre comme Arnaud Montebourg qui s'érige comme le ministre "antimondialisation" donne-t-il une mauvaise image de la France ? Je n'ai jamais caché, ni lui non plus

d'ailleurs, que nous étions en désaccord sur ce point. C'est un partisan de "la démondialisation" qui pour moi est un concept réactionnaire. "Un néoluddisme" en quelque sorte.

Que pensez-vous du débat autour du "Made in France" et de l'appel à privilégier la consommation de produits français ?

Ce n'est qu'une réponse subsidiaire au défi de la compétitivité française. Et je ne crois pas que l'avenir de l'économie française se trouvera dans la production de T-shirts, même si y a de la place sur le marché international pour des T-shirts en tissu spécial, au design original, fabriqués et imprimés en France dans des conditions spécifiques. Mais je ne crois pas non plus que nous recréerons beaucoup d'emplois dans l'agriculture ou dans les mines de charbon. On ne reviendra pas en arrière.

La France donne parfois le sentiment d'être "irréformable", est-ce aussi votre sentiment ?

C'est une réalité aujourd'hui. Mais cela n'a pas toujours été le cas dans l'histoire économique, politique et sociale de la France des soixante dernières années. Il y a eu des moments de réforme. Mais c'est vrai qu'aujourd'hui, les réformes qu'il faudrait faire sont plus difficiles à faire en France qu'ailleurs. En France, la haie de la réforme est plus haute que dans d'autres pays, car il faut sauter cette hauteur supplémentaire qu'implique l'idée répandue partout en France que faire des réformes consiste à s'adapter à une mondialisation que l'on rejette. Que ce soit sur les retraites, la fiscalité, le marché du travail, le système de santé, le Français pense que si l'on fait une réforme, c'est pour s'adapter à cette mondialisation. Comme on ne l'aime pas, pourquoi dîner avec le diable ?

→ "Quand la France s'éveillera",
Pascal Lamy, éditions Odile Jacob

“Le système éd à la hauteur de

Que pensez-vous du récent virage socio-économique de François Hollande ?

Comme d'habitude, en France, l'inflexion part de la parole présidentielle. Ce n'est pas le cas, en Allemagne, où les réformes sont préparées et discutées entre les partenaires sociaux, le patronat, les syndicats, les Länder, et puis cela remonte au niveau du gouvernement fédéral. La méthode française est une méthode où les choses partent d'en haut, à partir d'une inflexion du discours, du narratif qui est ce que nous avons connu en janvier avec le discours de François Hollande. Reste ensuite à faire ce qu'il a annoncé, c'est-à-dire une négociation avec les partenaires sociaux qui se fait donc après ce moment narratif, alors que dans d'autres pays - comme la Belgique, par exemple - la chose se serait probablement faite avant.

Quelles sont, pour vous, les grandes réformes indispensables en France ?

J'ai veillé à dessein à ne pas transformer ce livre en manifeste pour éviter que l'on ne me prête une ambition politique française que je n'ai pas. Les trois grands problèmes - compétitivité, chômage de masse et excès de la dépense publique - sont étroitement imbriqués. Mais s'il y a un sujet fondamental et qui n'est pas un sujet que l'on règle à court terme, c'est l'éducation car comme le disait Rabelais: "L'ignorance est mère de tous les maux." Ceci reste vrai sous toutes les latitudes et longitudes. Le système éducatif français ne fournit pas - en comparaison avec les moyens qui y sont consacrés - le degré de performance éducative et en matière de qualifications et de mobilité sociale que l'on serait en droit d'attendre de lui. Il y a aussi un problème de structure, de répartition des pouvoirs et des frais généraux qui

Épinglé

&

Biographie. Pascal Lamy occupa la fonction de directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2013. Il débuta sa carrière dans la fonction publique française, notamment au Trésor public, puis exerça des missions de conseiller, notamment de Jacques Delors, alors ministre de l'Economie et des Finances. Delors, dont il deviendra directeur de cabinet lorsque celui-ci deviendra président de la Commission européenne (1985-1994). Avant un passage au Crédit Lyonnais et un poste de commissaire européen au Commerce, sous la présidence de Romano Prodi. Récemment, certains ont cité son nom pour une entrée au gouvernement dans l'hypothèse d'un remaniement.

ucatif n'est pas s attentes"

vient d'une insuffisante décentralisation et de l'empilement d'échelons politiques et administratifs. La Belgique est bien placée pour savoir que cela coûte cher...

On assiste actuellement en France à un rejet du système politique et de la classe politique. Est-ce inquiétant ?

Les moments de crise économique et sociale dans l'histoire de l'humanité ont toujours débouché sur l'augmentation des votes extrêmes, tant à droite qu'à gauche. C'est une leçon historique. En plus de cela se greffe une évolution que nous connaissons tous: diriger quoi que ce soit, un pays, une entreprise ou un club de football est devenu beaucoup plus difficile qu'il y a vingt ou trente ans car les gens sont devenus plus éduqués, plus critiques, plus libres et plus individualistes. Il faut adapter les systèmes de leadership à cette réalité somme toute bienvenue. Il y a en plus, en France, un niveau de défiance qui est préoccupant dans un pays où la politique demeure très importante. Il y a un risque de vide qu'il faut traiter. Je pense que la décentralisation et le non-cumul des mandats iraient dans la bonne direction.

On a cité votre nom pour rejoindre le gouvernement français dans l'hypothèse d'un remaniement ministériel? Un portefeuille ministériel vous intéresse-t-il?

Ce n'est pas mon ambition et je ne pense pas que cela soit l'intention du président de la République.

Excluez-vous totalement cette perspective si on devait vous la proposer?

Je ne réponds jamais à des questions qui commencent par si...



"Il y a en France un niveau de défiance qui est préoccupant dans un pays où la politique demeure très importante", explique Pascal Lamy.

ALEXIS HAUSS



ALEXIS HAUSSOT

“Le problème n'est plus l'euro, le problème c'est la croissance en Europe.”

La Crimée, les émergents et l'euro vus par Lamy

Les marchés financiers ne semblent pas fort préoccupés par la situation en Crimée et plus largement en Ukraine. Est-ce une erreur d'analyse?

Non. Les marchés financiers mesurent le degré d'interdépendance économique dans le monde d'aujourd'hui et notamment entre l'économie européenne et l'économie russe. Les investisseurs savent que les Européens ont besoin des hydrocarbures russes et que les Russes ont besoin d'exporter leurs hydrocarbures en Europe. Même si les marchés financiers ont quand même assez sévèrement sanctionné le geste de Poutine si on regarde ce qui s'est passé à la Bourse de Moscou. Si le trouble n'a pas dévissé plus qu'il ne l'a fait, c'est probablement en raison d'un rapprochement assez massif d'avois russes à l'étranger, probablement libellé dans d'autres devises converties en roubles et déposés sur des comptes russes.

La prochaine grande crise de l'économie mondiale viendra-t-elle des pays émergents? Certains s'inquiètent notamment du ralentissement de la croissance en Chine?

Je ne fais pas partie de ceux qui considèrent qu'un ralentissement de l'économie chinoise de 8 à 7% est une menace pour l'économie mondiale. Notamment parce que 7% de la croissance de la Chine aujourd'hui, c'est beaucoup plus que 10% il y a cinq ans. Il reste que les pays émergents vont continuer à tirer la croissance mondiale. Nous aurons dans les cinq ans qui viennent quelque chose comme 1 ou 2% de croissance en Europe, entre 2 et 3% aux Etats-Unis et entre 6 à 8% dans les pays émergents, à commencer par le continent africain qui est un continent en

pré-émergence.

Avons-nous tiré en Europe les leçons de la crise en 2008? L'euro est-il encore menacé?

Le cap de la survie de l'euro en tant que monnaie unique de l'Euro-zone est franchi. Le problème n'est plus l'euro, le problème c'est la croissance en Europe. On a tiré en Europe partiellement les leçons de la crise, notamment en matière de régulation bancaire internationale qui était quasi inexistante. Ce qui nous a mis dans ce trou, c'est le fait que l'industrie financière était la plus globalisée et la moins globalement régulée.

Aujourd'hui, les normes de Bâle III sont en train de transformer le "business model" des banques un peu partout, y compris en Europe. L'ère du 15% de "return on equity", c'est terminé! Ces rendements ne sont plus possibles avec le resserrement des dispositions financières sur les fonds propres, la liquidité, etc. L'industrie financière est maintenant plus régulée sur le plan des

prises de risque que cela n'était le cas auparavant. Est-ce qu'elle l'est assez? On verra, mais je crois que c'est un pas dans la bonne direction. Même chose en ce qui concerne les paradis fiscaux: certains pays qui étaient totalement hostiles à la régulation des paradis fiscaux et du dumping fiscal sont désormais partisans de davantage de transparence et de régulation.

Faut-il effacer, partiellement, en tout cas, les dettes des Etats européens?

Je n'ai vu cette suggestion que dans les "think tank" jusqu'à présent. Pour moi, cette option ne fait pas partie du débat public.

“Le cap de la survie de l'euro en tant que monnaie unique de l'Euro-zone est franchi.”

PASCAL LAMY